

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



social : chacun pour soi ?



michel giraud

Notre ami Michel Giraud s'est éteint dans la journée du 7 février, à l'âge de 33 ans, au terme d'une épreuve intervenue brusquement dans le cours de son existence en plein essor. Ceux qui ont suivi son combat des derniers mois savent avec quel courage Michel aura lutté jusqu'au bout, pour nous donner son suprême témoignage. La nouvelle de sa mort a bouleversé tous les militants de la Nouvelle Action Royaliste qui furent nombreux à assister à la messe en l'Eglise Saint Symphorien à Versailles, autour des siens, le jeudi 11 février. L'office était célébré par le Père Philippe Charpentier qui sut, dans son homélie, rappeler tout le sens d'une vie et du combat royaliste de Michel.

Beaucoup d'anciens compagnons ont voulu joindre leur hommage à celui qui fut pendant quinze ans un militant, un animateur, un dirigeant remarquable du mouvement royaliste. Certains étaient à Versailles, d'autres nous ont écrit. Nous avons pu nous rendre compte, en quelques jours, combien son influence avait été profonde et durable. Entre ceux qui étaient lycéens dans les années soixante et que Michel entraînait aux manifs de 68, et tous les étudiants des camps qu'il anima dans les premières années de la Nouvelle Action Royaliste, des réseaux d'amitié et de conviction se sont créés. La plupart de ceux qui sont devenus par la suite des animateurs de notre mouvement sont passés par là. Il est impossible de faire un compte exact de tous ceux que Michel aura ébranlés, convaincus, entraînés. Dans toute conversation avec le premier interlocuteur, il mettait toute sa passion et sa force de conviction.

De la passion, Michel en aura mis au centre de toute sa vie militante, avec aussi, ce qu'il faut bien appeler de l'héroïsme. Des années durant, il retardera son entrée dans la vie professionnelle pour être entièrement disponible au service de la N.A.R. Peu

ont, sans doute, imaginé à quels sacrifices il consentait. Nous n'aurions pu faire tout ce que nous avons fait, s'il n'avait été là infatigable, rédacteur en chef de notre journal, correcteur d'innombrables textes, rédacteur de brochures, animateur de sessions, de cellules, de sections.

Michel Giraud aura été de ceux qui auront contribué le plus à donner une âme à notre combat. Il avait un souci dévorant de la justice et ne pouvait concevoir d'avenir royaliste pour la France sans faire droit aux requêtes des plus pauvres, en donnant aux défavorisés les moyens dont ils manquaient pour l'avenir de leurs enfants. Son mariage avec Béatrice lui avait permis de connaître les joies et les charges de la paternité. Il aimait citer le mot de Péguy : «Ce qu'on fait, on le fait toujours pour les enfants.» Connaissant les drames des concentrations urbaines, il a consacré une grande part de sa réflexion à un urbanisme renoué qui donnerait à tous plus de chances pour se rendre maîtres de leurs conditions d'existence.

Sur la fin de sa vie, sentant ses forces lui manquer, il nous avait présenté sa démission du Comité Directeur : sa place devait être selon lui prise par un autre qui aurait, pour servir, l'énergie qu'il n'avait plus. Mais Michel n'avait jamais eu autant de force d'âme. Dans son dernier combat, ses proches l'ont senti atteindre à un autre monde qu'il faut bien appeler la sainteté.

C'est dire que nous n'oublions jamais Michel Giraud. Il sera présent parmi nous jusqu'au bout dans une identique fidélité à la France et à son prince.

A Béatrice son épouse, à ses trois enfants, Henri, Xavier et Florian, à ses parents, M. et Mme Jean Giraud, nos amis de toujours, ses beaux parents et frères et sœurs, la Nouvelle Action Royaliste redit toute son amitié dans l'épreuve.

Le Comité Directeur



Michel Giraud (à droite sur la photo) : «... dans toute conversation avec le premier interlocuteur, il mettait toute sa passion et sa force de conviction».

Extraits de l'homélie du Père Philippe Charpentier :

Son «entrée en politique», dès son adolescence, était déjà une guerre contre les maladies du monde contemporain. Représentant de la génération de 68, il ressentait très profondément les blocages de la France d'aujourd'hui. C'est lui qui parlait d'une «nouvelle citoyenneté» et d'un nouvel «art de vivre» ensemble. C'est lui qui pressentait que les progrès des techniques nouvelles transformeraient inéluctablement les rapports des êtres et des réalités.

Parce qu'il était un homme libre, Michel avait engagé toute sa vie dans l'espérance politique. Plus qu'un des fondateurs de la Nouvelle Action Royaliste, il en fut, avec quelques autres d'une abnégation exceptionnelle, la cheville ouvrière.

Analyste merveilleux, doué d'un étonnant esprit de synthèse, Michel assumait, plusieurs années durant, l'humble travail de secrétaire de rédaction ou

de correcteur de publication. Combien de livres, d'enquêtes, de fêtes n'auraient pu voir le jour sans sa constante et infatigable surveillance...

Les historiens s'étonneront peut-être, un jour, de voir Michel si peu en vedette dans le mouvement royaliste, alors qu'il y fut si présent. C'est que, pour lui, le militantisme était un existentialisme, et qu'il ne revendiquait qu'une seule chose pour exister : l'honneur de servir.

Cette image de la «politique comme service», Michel l'a puisée auprès de son Prince. Et, c'est en serviteur lui-même, qu'il fut l'un des artisans du renouveau royaliste : cherchant à unir les Français par-delà les clivages sociaux et idéologiques pour imaginer ensemble autre chose que ce qui existe.

Pendant dix ans de sa vie, il consacra ses études, sa culture, ses loisirs et même sa vie privée à ce militantisme, pour que triomphent la vie et la justice.

les 39 heures en question

Les manifestations et les occupations d'usines ne cessent de se développer depuis l'entrée en vigueur, le 1er février, de l'ordonnance gouvernementale sur les 39 heures et la cinquième semaine de congé. La C.G.T. s'est félicitée de ces grèves sortant ainsi de la réserve qu'elle avait manifestée lors des précédents conflits.

On se souvient de l'attitude des délégués de la C.G.T. cassant la grève de Billancourt et critiquant sévèrement la C.F.D.T. parce qu'elle ne soutenait pas le gouvernement. Comme nous le faisons remarquer alors, la C.G.T. attendait la tenue du 24ème congrès du P.C. pour décider de son action dans les mois à venir (1) et préférait en attendant prêcher la modération. Le discours fleuve de Marchais lui a apporté une réponse définitive. Marchais a souligné que la «remontée de l'influence» du parti devait être recherchée non dans l'union avec le P.S., mais dans une relance de l'action à la base, c'est-à-dire pour l'essentiel dans les entreprises. Un appel indirect à la C.G.T. pour qu'elle entame des actions dures. Elle ne s'en est pas fait prier; son recul cuisant aux dernières élections à Billancourt et son attitude inqualifiable dans l'affaire polonaise ne lui laissent pas le choix.

C'est l'ordonnance gouvernementale sur les 39 heures qui a fait les frais de la nouvelle ligne. La C.G.T. lui fait deux reproches : premièrement de n'accorder que trop peu de choses - la C.G.T. veut les 38 heures immédiatement - et deuxièmement d'avoir été mal rédigée - son flou rédactionnel permet toutes les manipulations.

De fait l'ordonnance a reçu diverses interprétations. Du gouvernement tout d'abord, où les déclarations les plus contradictoires se sont succédé. Jean Auroux, ministre du Travail, déclare que la réduction effective des horaires de travail n'entraînera pas le maintien du pouvoir d'achat de tous les salariés et quelques jours plus tard, il est contredit par Mauroy (2) qui affirme que les salaires seront maintenus mais qu'il faut s'en remettre aux négociations. Or les négociations ont déjà abouti à des accords n'incluant pas de compensations salariales intégrales. C'est la confusion la plus totale.

En revanche le patronat a opposé une attitude ferme. Le calcul des congés payés supplémentaires pour 1982 doit être effectué à partir du 1er février et la réduction du temps de travail ne doit pas entraîner de compensation salariale intégrale. A partage du travail doit répondre, disent-ils, le partage des salaires. Une interprétation qui a reçu le renfort de Rocard, membre du gouvernement et ministre du plan qui remarquait qu'il fallait faire un choix entre, d'une part, des cadences fortes et une rémunération élevée et d'autre part une vie plus agréable avec



■ André Bergeron (F.O.)

diminution du revenu. Bergeron a répliqué non sans colère. Celui-ci et sa centrale ont dénoncé le «mégotage lamentable» auquel se sont livrés les patrons dans l'application du dispositif d'octroi de la 5ème semaine de congés payés et qui a abouti à un ratissage de nombreux avantages acquis.

LE COURAGE DE LA C.F.D.T.

Quant à la C.F.D.T., elle tient une position difficile à expliquer à ses syndiqués, mais fort intelligente. L'ordonnance sur les 39 heures est positive et s'il y a, dit-elle, aujourd'hui des conflits lorsqu'on l'applique cela provient uniquement de l'interprétation qu'en fait le patronat. Il faut donc

bousculer le patronat pour en obtenir une application rigoureuse plutôt que de dénoncer l'ordonnance qui constitue un énorme progrès (la France a une durée de travail plus élevée que la grande majorité des pays développés) où de s'attaquer non sans arrière-pensées politiques et avec démagogie, comme la C.G.T., au gouvernement. Une position courageuse qui nous rappelle sa condamnation de l'accord conclu entre la France et l'U.R.S.S. pour la livraison de gaz.

Si tous les syndicats ont lutté pour la réduction du temps de travail, en revanche, ils n'ont guère évoqué l'abaissement du chômage espéré grâce à cette mesure. Il est vrai que la réduction du temps de travail n'entraînera pas automatiquement un accroissement du nombre des emplois. Un rapport d'un groupe d'étude sur les perspectives de l'emploi au cours du VIIème Plan soulignait que «la baisse de la durée moyenne du travail n'a contribué à la croissance des effectifs occupés que de manière indirecte.» En effet, les patrons préfèrent payer des heures supplémentaires plutôt que d'embaucher. Ils arguent de la baisse de leurs profits et investissements qui résultera de la réduction du temps de travail si les salaires ne sont pas réduits. A cet argument, le gouvernement répond que le partage du travail devra être compensé par des gains de productivité. «Si la productivité augmente, le chômage augmentera», répliquent les patrons. Non, conclut le gouvernement, car il faudra inverser le proces-



■ Edmond Maire (C.F.D.T.)

sus et faire en sorte que les gains de productivité soient réinvestis dans la création de nouveaux emplois. (3) Nous touchons là le fond du problème. Le rapport que nous citons concluait d'ailleurs que la réduction du chômage avec la baisse de la durée du travail ne pourra être effective que si elle est combinée avec un ensemble de politiques, en particulier d'investissements, cohérent. Autrement dit, il faut un projet économique cohérent et une volonté politique ferme pour que la réduction du nombre des chômeurs ne reste pas un vœu pieux. L'attitude confuse du gouvernement en ce qui concerne l'application des 39 heures permet d'être inquiet.

Hubert BOCQUILLON

(1) Royaliste 346 : «Social, la fin de l'état de grâce».

(2) Déclarations en totale contradiction avec ce qu'il affirmait le 12 juin 1981... «si la compensation salariale devait être totale (...) on tromperait tout le monde.»

(3) Colloque de «l'International Herald Tribune», Nouvel Observateur numéro 901.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part.**

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

f.e.n. un congrès pour rien

La FEN est plus qu'une fédération syndicale. Elle représente une véritable institution républicaine, quasi-officielle depuis le 10 mai dernier.

De contre-pouvoir dans l'Education nationale durant les vingt-trois ans de traversée du désert de la gauche, la FEN est devenue aujourd'hui une force de pression considérable pour le gouvernement Mauroy. C'est vrai non seulement au plan syndical, mais aussi au plan politique. Deux raisons essentielles à cela, et d'ailleurs conjointes : la première c'est que la tendance majoritaire, incarnée par le SNI, est proche du Parti socialiste; une tendance majoritaire encore accrue lors du récent congrès d'Avignon jusqu'à représenter 60% des mandats. La plus forte tendance minoritaire, proche du Parti communiste et contrôlant le SNES étant réduite à 30%; il ne faut pas oublier également une minorité trotskyste extrêmement remuante. (1) La seconde raison, c'est que la FEN représentant en quelque sorte Le monde de l'éducation, ce qui n'existe nulle part

pulaire, la «Caisse d'Aide Sociale de l'Education Nationale - Banque Populaire» -CASDEN-B.P.- venant ajouter sa puissance à celle des assurances MGEN, MAIF et autres coopératives), possédant de nombreux immeubles -dont des sièges du P.S.. On sait enfin que les cadres de la FEN constituent pour une grande part les structures militantes du Parti socialiste; tandis que sur le plan parlementaire, elle a investi l'Assemblée nationale.

Que pouvait alors donner son congrès, dix mois après la victoire de la Gauche ? Un congrès dont le thème fut celui de la ... laïcité. Thème favori de la FEN, du moins de sa tendance majoritaire qui depuis 23 ans, a gardé intacte la flamme de la laïcité style IIIème République, avec tout ce que cela signifie de lourdeurs et de rétro idéologiques. On l'avait bien vu lors du dernier congrès du SNI où l'on s'était, semble-t-il, défoulé. A Avignon, le mot d'ordre parut être celui de la modération et de la prudence; Savary, ministre de



l'Education nationale, y étant certainement pour quelque chose. Mais, ce fut néanmoins de longues dissertations plaintives sur le refrain : la cause de tous nos malheurs c'est l'enseignement privé qui s'engraisse depuis vingt trois ans au détriment de l'enseignement public; et l'expression d'une espèce de complexe par rapport à la prétendue réussite du privé.

LES POLONAIS DANS LA GALERIE...

La tendance minoritaire a précisément dénoncé, non sans ironie, ce discours passéiste et sectaire, qui permet en fait de cacher les problèmes de fond qui restent ceux de la nature et de la qualité de l'enseignement, qu'il soit public ou privé. Intéressante à ce propos fut l'intervention de Jean Petite, vice-président du SNES, qui a fait des remarques désobligeantes sur la légende de la laïcité,

en rappelant en autres choses qu'au moment où Jules Ferry fait de l'enseignement public, l'alphabetisation est déjà largement amorcée en France. Et d'ajouter que lorsque le Président de la République dit qu'il s'agit «de convaincre et non de contraindre», le problème n'est pas là. «En outre, a-t-il aussi déclaré, je m'inquiète de ceux qui sont plus polonais que les Polonais, plus Solidarité que Solidarité à condition qu'il ne s'agisse pas de Lech Walesa arborant au revers du veston la Vierge de Czestochowa; et qui n'imaginent pas qu'un peuple puisse vivre son identité en dehors de l'orthodoxie laïque.» Des propos d'un ancien de «Témoignage chrétien» qui, on le pense bien, furent accueillis de façon houleuse. Mais il ne faut pas oublier que la tactique du Parti communiste, puisqu'il ne contrôle pas la FEN, est la modération, en refusant d'apparaître jusqu'aboutiste dans le débat public/pri-



ailleurs dans le syndicalisme. Il faudrait ajouter à cela que la FEN est aussi une véritable puissance financière, (elle a des relations plus que privilégiées avec la Banque Po-

HUMEUR

le cadavre de giscard bafouille encore

Il paraît qu'il ne faut pas tirer sur les ambulances. Tirez donc sur les corbillards. Dans celui de feu le président Giscard, le cadavre politique s'agite encore. Il bafouille; des choses inouïes !

Du fond de sa retraite auvergnate (Jean Cau découvrant «Giscard d'Auvergne», c'est touchant!), l'ex-président condescend à nous livrer quelques éléments de sa méditation. Avec des pensées profondes, du genre : «l'opposition ? Je vous dirai que les problèmes d'une opposition ne sont pas ceux d'une majorité». Mais son intérêt ne se porte pas sur ces balivernes : «Non, je ne vous parlerai pas de politique intérieure. Je la juge, évidemment, mais elle ne m'intéresse pas.» (1) Ce qui préoccupe notre grand homme, c'est la politique étrangère.

Le contrat concernant le gaz soviétique ? Il jure ses grands dieux qu'il ne l'aurait pas signé. Il est seulement regrettable que ce

gros balourd de Barre chante une autre chanson... Et si l'on se hasarde à évoquer le voyage de Varsovie, (2) «V.G.E.» répond que c'était pour «donner un avertissement clair» à M. Brejnev. Quel dommage que cette clarté n'ait pas ébloui la communauté internationale !

Mais il y a mieux. Dans la défaite, Giscard ne se découvre-t-il pas des talents de stratège ? S'il avait été réélu, il concevait «le projet d'examiner avec Helmut Schmidt la possibilité d'aborder une réflexion commune sur les problèmes de sécurité...» (sic). Seuls les esprits chagrins feront remarquer :

— que le détail du «projet» a, comme par hasard, une tonalité aussi atlantiste qu'européiste.

— que du propre aveu de «VGE», «l'Allemagne fédérale n'est jamais à l'abri d'une pression de l'Union soviétique», ce qui peut être fâcheux lorsqu'on envisage une «coopération étroite» en matière de défense.

— que pour être à la hauteur de l'ambition rétrospectivement affichée, il aurait fallu développer bien davantage l'armement nucléaire stratégique, au lieu de le limiter au profit des forces conventionnelles.

Le président sorti nous décrit aujourd'hui les merveilles... qu'il n'a pas réalisées durant son septennat. Il compte ainsi, sans vergogne, se refaire une virginité politique à bon compte. Les Français ont-ils la mémoire si courte ?

Alain SOLARI

(1) C'est nous qui soulignons. On pourra relire avec profit la fable «Le Renard et les raisins».
(2) Après l'invasion de l'Afghanistan.

vé. Alors que la majorité P.S. a intérêt à conforter un sectarisme idéologique «organisationnel».

ETRE JACOBIN OU ...

Parmi tous ces intérêts politiques, quelle signification peut alors revêtir une volonté de temps à autre proclamée, de rénovation de l'enseignement ? Quelle rénovation, alors que la décentralisation, dont pourtant le gouvernement socialiste fait un cheval de bataille du changement, reste pour l'appareil corporatiste qu'est la FEN, une notion qui fait peur. Ce qui est aisément compréhensible. L'affaiblissement du pouvoir de la rue de Grenelle, qui reste pour nous une condition sine qua non d'une réelle révolution de l'enseignement de France, signifierait pour la FEN, surtout depuis le 10 mai, un affaiblissement parallèle de son quasi-monopole syndical. Et l'on espère, à ce sujet, qu'après avoir attenté une première fois au droit local en Alsace-Lorraine,(2) le gouvernement Mauroy saura rester crédible, en ne portant pas atteinte au statut particulier de l'enseignement dans ces deux régions, un statut particulier que ni le Cartel des Gauches, ni le Front populaire, n'avaient osé remettre en question.



Pour la FEN, le problème, dans l'action syndicale, est bien d'être «en face» d'un gouvernement ami, ... jusqu'à y être partie prenante à l'Assemblée nationale et au Ministère de l'Education nationale. Un congrès pour rien. Egalement un syndicat pour rien ? Et qui ne recherche que son «autoperpétuation» ?

Sylvie FERNOY

(1) Voir Royaliste 353.
(2) Voir Royaliste 352.



budget américain : les conséquences de reagan

Le président Ronald Reagan vient de présenter son projet de budget pour 1983 qui, comme celui de l'année précédente, est la stricte application de la théorie de l'économie de l'offre, malgré les échecs rencontrés lors de sa mise en pratique.

Lors de sa campagne électorale, Reagan avait promis une augmentation importante des crédits militaires, une réduction sensible des programmes sociaux au niveau fédéral (parce que ces derniers nécessitaient une bureaucratie génératrice d'inflation) et le retour à un équilibre budgétaire en 1984.

Ainsi, les partisans de l'économie de l'offre, par opposition à celle de la demande, espéraient relancer l'activité en favorisant les investissements réalisés par les agents économiques. Une fois élu président, Reagan a élaboré un budget reflétant ses idées.

Il a, en effet, prévu la réduction des impôts de 25% en trois ans, amputé les programmes so-

ciaux dans la proportion des trois quarts et préconisé une augmentation de 20% des crédits de la défense. Le manque à gagner pour l'Etat aurait été compensé par les nouvelles ressources fiscales issues de la relance; le déficit budgétaire fut estimé à 43 milliards de dollars.

L'ennui c'est que de la théorie à la pratique il y a au moins un fossé, voire un gouffre. Un an après, les résultats sont loin d'atteindre les effets escomptés : le déficit budgétaire s'élève en fait à 92 milliards de dollars, le chômage touche 9% de la population active soit 10 millions d'Américains. Le seul point po-

bla-bla à madrid

Finalement, Robert Cheysson, profitant que la présidence de la «Conférence de Madrid sur la Sécurité et la Coopération en Europe» est passée de la Pologne au Portugal a pu enfin s'exprimer. Le ministre des Relations extérieures a mis directement en cause la responsabilité des Soviétiques dans les événements de Pologne et a mentionné également les atteintes aux libertés commises dans d'autres pays de l'Est. Cependant il a cru devoir préciser à des journalistes, qu'en aucun cas, la France ne romprait les débats menés à Madrid : «Il est probable que certains veuillent le proposer et dans ce cas-là, je ne trahis pas de secret en vous disant que nous comprenons d'avance leurs arguments, mais il faut éviter de casser la boutique». Il y a là une marque de faiblesse impardonnable. C'est Jacques Chirac qui a raison lorsqu'il rappelle que le seul langage

que Moscou puisse comprendre est celui de la fermeté. Jacques Chirac a raison encore de rappeler qu'au-delà même de la question des droits de l'homme, il y a un choix stratégique à faire. Un choix que de toute façon, tôt ou tard, nous serons acculés à faire.

Et Michel Jobert le signalait récemment dans sa «lettre mensuelle» : «J'ai depuis longtemps, annoncé que la dénonciation des accords d'Helsinki était fatalement inscrite dans notre avenir. On commencera par les évoquer : c'est fait. Puis on les contestera : qui, chez nous, peut croire qu'il ne faudra s'y résoudre ? On le constate déjà en accusant Yalta aujourd'hui. Enfin on les dénoncera : au plus courageux ou au plus visionnaire de le faire.» Depuis longtemps aussi la N.A.R. en est persuadée et a affirmé qu'il n'y a pas d'autre choix.

F.A.

CHEMINS DU MONDE

sitif est constitué par les prix qui n'ont augmenté que de 8% (contre dix l'année précédente). La réduction de l'inflation est toujours l'un des objectifs de l'administration Reagan. A cet effet, elle s'est inspirée

de la doctrine monétariste, chère aux néo-libéraux de l'école de Chicago dont le père spirituel est Milton Friedman. A les en croire, l'inflation est surtout liée à une croissance trop rapide de la masse monétaire. Il convient donc de la contrôler et, pour ce faire, de réduire le montant, ainsi que le nombre des transactions qu'elle permet. Or les mesures fiscales et budgétaires cherchent à stimuler la croissance. Il y a donc incompatibilité et un choix se révèle nécessaire.

La réduction de la masse monétaire suppose une politique de crédit à taux élevés. Ces derniers passèrent graduellement de 12% à plus de 20% vers juin 1981, pour se stabiliser ensuite à 15%-16%. Le financement du déficit budgétaire favorisa en outre la montée des taux, laquelle a engagé l'économie américaine dans la récession depuis le second semestre 1981, sans espoir d'en sortir avant six mois. Ainsi la «Reaganomanie» est dans l'impasse. Le président pense pouvoir s'en sortir en pratiquant la fuite en avant, c'est-à-dire en appliquant toujours aussi strictement la même politique économique. C'est ce que prévoit le projet de budget pour 83.

Cependant, le déficit qui a plus que doublé n'inquiète guère Reagan. A ses yeux, seul compte le rapport de celui-ci avec le produit national brut; ledit rapport ne serait que de 2,7% en 1982 contre 4% en 1976. Néanmoins, pour Paul Volcker, dirigeant du système fédéral de réserve (équivalent de la Banque de France) la lutte contre l'inflation reste la priorité, ce qui implique le maintien de taux de crédit élevés...

De toutes les façons, même si le président impose son point de vue et relance l'économie américaine au moyen d'une politique financière laxiste, nous paierons le prix de cette politique par la récession ou par la détention forcée de dollars.

Un dernier mot à ce sujet précis : — Peut-on demander aux Européens une solidarité sans faille vis-à-vis de l'Union soviétique, et leur livrer, en même temps, une guerre économique qui les affaiblit ?

Philippe LABARRIERE

olivier germain-thomas : il faut promouvoir

Notre enquête sur l'esprit de Yalta, commencée avec Philippe de Saint Robert et Roger Pannequin, se poursuit dans ce numéro avec Olivier Germain-Thomas, ancien délégué général de l'Institut Charles de Gaulle, et fondateur, en 1973, de la revue «l'Appel». Olivier Germain-Thomas, docteur en philosophie, est actuellement journaliste à France-Culture et l'auteur de plusieurs ouvrages talentueux.

■ **Royaliste** : L'issue dramatique de la crise polonaise remet en lumière les accords signés par les vainqueurs il y a 37 ans à Yalta. Comment analysez-vous ce retour aux sources de la division de l'Europe et du monde ?

Olivier Germain-Thomas : Je crois qu'il est très bon que l'on mesure enfin pleinement l'importance de Yalta car effectivement, pendant des années, cette affaire a semblé occultée. Je suis satisfait de le dire à des amis de «Royaliste» puisque nous avions organisé en 1975 une réunion commune - royalistes, maoïstes et gaullistes - pour dénoncer les conséquences de ces accords et nous étions à l'époque bien seuls.

Ceci dit, il faut bien distinguer dans Yalta la réalité du mythe. La réalité de Yalta est que, Américains et Britanniques ont moins cédés à Staline qu'on ne l'a dit, et c'est la faiblesse, ensuite, des politiques occidentales et l'inconscience américaine qui ont fait que les Russes ont pu s'installer en Pologne et en Tchécoslovaquie. Mais le fait que trois des grandes



puissances victorieuses se réunissent pour décider du sort des peuples par dessus leurs têtes est, déjà, en soi, condamnable.

Je voudrais surtout parler de ce que l'on peut faire aujourd'hui, sur le plan de la politique concrète, pour sortir de cet étau qu'est la mainmise des grandes puissances. Il y a bien sûr l'action diplomatique mais celle-ci risque de n'être que symbolique face aux logiques propres des blocs militaires (et nous ne pouvons pas faire de guerre pour faire éclater l'esprit de Yalta !). Mais ce n'est pas négligeable car il faut savoir dire non, même si ce non n'a pas d'efficacité immédiate. En ce qui concerne le plus long terme, je ne vois pas comment nous pourrions manœuvrer efficacement à l'intérieur du système économique actuel. Il y a, en effet, une logique propre du marché, qui nous lie et qui fait que, in fine, nous nous retrouvons forcément, pour des raisons monétaires en particulier, sur les positions américaines si les Etats-Unis se sentent menacés. Or, il est très important, si l'on veut vraiment que la raison d'être de la France et de l'Europe subsistent encore, que nous puissions nous affirmer différents des deux superpuissances et cela ne pourra se faire vraiment (cette affaire est liée en partie à la construction de l'Europe) que si nous trouvons un système économique qui rompe avec les deux grands systèmes en place. En France, malgré la présence des ministres communistes au gouvernement, nous ne voulons pas d'un système de type communiste, mais nous appliquons les lois du marché capitaliste et c'est ce qui nous entraîne à cette sorte de conformisme, à cette impuissance face aux blocs.

Mais comment établir des relations sociales et économiques qui ne soient pas exclusivement fondées sur les lois du marché et sur le système capitaliste ? Le Parti socialiste a des idées là dessus qui ne sont pas celles du gaullisme (le

vrai, pas l'esprit conservateur et partisan qui s'en réclame actuellement). Le grand projet du général de Gaulle, connu à l'époque du R.P.F. sous le nom d'association Capital/Travail, puis sous la Vème République sous celui de Participation, proposait de faire en sorte que chaque travailleur fût à la fois concerné par la marche de l'entreprise et par son résultat, c'est-à-dire que la plus-value de l'entreprise ne fût pas la propriété du seul capitaliste. Il s'agissait donc de trouver un système de propriété collective, qui permît de récompenser le capital et le travail. Je crois que si quelques entreprises françaises se lançaient aujourd'hui dans cette voie et si d'autres pays en Europe suivaient, un véritable esprit d'indépendance pourrait s'instituer, qui ne serait pas simplement fondé sur une diplomatie indépendante,



mais aussi sur un mode de vie, une certaine conception éthique. Nous pourrions alors plus efficacement condamner l'esprit de Yalta et être entendus.

■ **Royaliste** : Pensez-vous qu'avec l'Allemagne, telle qu'elle est, c'est-à-dire attirée par la réunification et par le développement de son commerce avec l'Est, cette troisième voie soit possible ?

O. Germain-Thomas : L'Allemagne est effectivement le problème central de la construction européenne, pas au sens juridique et constitutionnel, mais par la base. L'obstacle actuellement c'est l'Allemagne, car, ne pouvant prétendre à un armement atomique (l'U.R.S.S. ne l'accepterait pas, nous non plus) pour assurer sa défense, ou elle se tourne conti-

nuellement vers les U.S.A. (comme elle l'a fait jusqu'à présent, ce qui a vidé de sa substance profonde les accords de Gaulle-Adenauer), ou, autre tentative, elle achète sa sécurité, en ayant en vue une hypothétique réunification, par une certaine soumission à l'U.R.S.S. Mais ce n'est pas parce qu'il y a ce nœud inextricable que le mouvement ne doit pas être amorcé : l'Histoire prouve que c'est par le mouvement que les choses se résolvent. Et qui, de plus, aujourd'hui, peut prophétiser l'avenir de l'Empire soviétique ? Il faut se préparer au changement et pour cela, être soi-même, maintenir notre indépendance culturelle, notre force de dissuasion et chercher un système économique qui nous permette de sortir de la logique de la dépendance. Il ne s'agit pas, bien-sûr, de dire que, de notre point de vue, l'impérialisme militaire russe et l'impérialisme économique américain sont équivalents, mais il faut nous sortir du camp dans lequel nous sommes encore aujourd'hui, quitte, en cas de conflit majeur à réintégrer ce camp.

■ **Royaliste** : N'avez-vous pas l'impression que dans un monde occidental tenté à la fois par le néoconservatisme d'un Reagan et par la Social-Démocratie, l'Europe du Sud cherche encore sa voie économique et qu'elle pourrait être un pôle sur lequel s'appuyer pour promouvoir cette idée de troisième voie ?

O. Germain-Thomas : Dans les situations qui sont inextricables, bloquées, comme c'est le cas actuellement, je crois qu'il est important de montrer d'abord l'exemple, de trouver chez nous un accord entre les forces du travail et celles du capital pour une nouvelle voie.

Ensuite, effectivement, il faut savoir où trouver le meilleur écho. Je crois que c'est, en effet, au sein de l'Europe du Sud que l'accueil peut être le plus favorable; d'abord parce que ces pays sont beaucoup moins touchés culturellement par l'impérialisme américain et aussi pour des raisons historiques. Ensuite parce qu'en

une troisième voie

Espagne et au Portugal, les peuples sont à la recherche de voies nouvelles, ce qui n'est plus le cas en Angleterre et ce qui n'est plus tout à fait le cas en Europe du Nord où une certaine fatigue devant l'innovation l'a emporté. Si les Italiens prenaient conscience du drame qu'ils sont en train de vivre, c'est à dire de l'éclatement



de leur Etat, s'il y avait un sursaut de l'Italie, ils ne pourraient de même qu'aller dans le sens de cette troisième voie.

Ceci dit, il faut voir l'Histoire dans sa dynamique : il y a dix ans on ne pouvait pas imaginer le succès du roi actuel en Espagne, ni l'évolution actuelle portugaise. Aussi il ne faut pas dire : « Dans 10 ans, l'Europe sera ceci ou cela » mais il faut partir, prouver la marche en marchant. Le problème déborde d'ailleurs largement celui de l'Europe dans laquelle je ne crois pas du tout qu'il faille que la France s'enferme. Le destin de notre pays est mondial et cet écho favorable nous pouvons le trouver dans le monde francophone. Il y a également l'Amérique latine où toutes les élites intellectuelles sont opposées au modèle capitaliste américain, qui a produit chez eux les ravages pes que l'on sait. Ce continent latino-américain, il n'est pas souhaitable qu'il tombe dans le camp marxiste par rejet du capitalisme. C'est pourquoi notre rôle doit s'accroître dans cette partie du monde. C'est d'ailleurs un des aspects les plus positifs de la politique menée actuellement par le gouvernement français.

● **Royaliste** : le président François Mitterrand, lors de son discours de vœux aux Français, a

évoqué la nécessité de rompre avec la logique de Yalta. Est-ce que depuis le 10 mai, la politique étrangère française vous a rendu plus optimiste ?

O. Germain-Thomas : Il y a un net progrès de la politique étrangère de la France depuis le 10 mai. La politique vis à vis des blocs est assez efficace alors qu'il y a encore beaucoup d'utopistes, intégrationnistes européens, au Parti socialiste. Prenez l'exemple du voyage de Madame Gandhi à Paris en novembre dernier. Même si les accords signés restent insuffisants, la rencontre de nos deux politiques est un fait très positif. Il faudra être par contre plus vigilant quant à la politique africaine. Giscard, avec raison, y attachait beaucoup d'importance, même s'il s'est appuyé sur des régimes contestables. Il a eu raison de mettre l'Afrique en tête des préoccupations diplomatiques de la France car je crois que c'est là que réside un des grands dangers, pour les Africains, et en même temps pour les Européens, de pénétration de l'impérialisme soviétique. Nous ne pouvons malheureusement presque rien faire pour aider les Afghans, à peine un peu plus pour les Polonais. En revanche, il n'y a aucune raison pour que nous laissions les Soviétiques pénétrer en Afrique : les Africains n'en veulent pas et leur pénétration s'est presque toujours effectuée par des coups de force.

Il ne faut craindre de signer des accords de coopération militaire avec les Etats africains qui le demandent, d'affirmer la présence de la France en Afrique, en accord avec les Africains. Si pour le moment le nouveau pouvoir n'a pas fait de bêtises en Afrique, on peut craindre certains a priori idéologiques, et on peut se demander aussi, si, par naïveté, on ne va pas trop se laisser faire. Or, c'est en Afrique que les Soviétiques ont le plus avancé ces dix dernières années : ils ont pris l'Ethiopie manu militari, ils ont envoyé des troupes cubaines en Angola, en Mozambique, et, s'il y a eu une petite accalmie depuis un ou deux ans, ils vont tenter de poursuivre cette percée. Donc,

c'est d'abord en nous appuyant sur l'ensemble francophone en Afrique, qui doit être un ensemble culturel et politique très uni, que nous pourrions nous opposer aux Soviétiques. C'est l'intérêt des Africains et de la France.

● **Royaliste** : Le lendemain de la proclamation de « l'état de guerre » en Pologne, l'Etat d'Israël annexait le Golan. Or la nouvelle politique française au Proche-Orient semble relativement incohérente. Pourtant le risque d'extension du conflit n'est-il pas ici très important ?



O. Germain-Thomas : Je crois que c'est un des points du globe où le danger de guerre est en effet un des plus préoccupants, parce que l'on ne voit pas, pour le mo-

ment positif de la politique giscardienne : avoir su maintenir un certain équilibre entre ces deux exigences, encore que les incohérences se soient multipliées après Camp David et vis à vis de l'Egypte. Mais les incohérences sont aujourd'hui encore plus grandes, les socialistes étant partagés entre l'analyse objective des faits et les liens sentimentaux qui unissent certains membres du P.S. à Israël. Il est grave que l'on ne puisse pas très bien saisir les positions françaises dans cette partie du monde, positions que je ne peux que concevoir dans la droite ligne de celle qu'ont suivie les présidents de la Vème République, qui a fait que nous avons compté dans cette partie du monde, parce que notre ligne a été continue, depuis plus de vingt ans.

● **Royaliste** : Ne pensez-vous pas qu'il y a aussi incohérence à garder des ministres communistes au gouvernement, après que le P.C.F. s'est discrédité par sa position sur la crise polonaise ? Cette présence des communistes ne risque-t-elle pas de nous rendre peu crédibles dans nos efforts pour sortir de l'esprit de Yalta ?

O. Germain-Thomas : Si F. Mitterrand avait été un grand homme - et il le sera peut être un jour, mais là il a raté une occasion - il aurait dû faire une déclaration très vigoureuse sur la Pologne obligeant les ministres communistes à démissionner. Je crois qu'il est impossible, tant que le P.C.F. ne veut pas se séparer des positions impériales de l'U.R.S.S., de l'accepter plus longtemps au sein du gouvernement.

C'est contraire à la ligne politique que suit la France, à l'éthique politique, de les garder plus longtemps. Cependant, je pense qu'un dialogue est possible avec la base, les militants du P.C.F., car il est absurde d'exclure 15 à 18% de la population française des affaires publiques sous prétexte qu'ils ont des idées communistes. En revanche, avec les dirigeants, tout dialogue est, dans les circonstances actuelles, impossible.

propos recueillis par
Olivier Moulin
et Frank
Widroiajedomitcher

Réunion publique organisée par
**LE CENTRE D'ETUDES POUR
L'INDEPENDANCE NATIONALE**

**FRANCE - TIERS MONDE
SOLIDARITE**

JEUDI 19 JUIN à 20h45
44, rue de Rennes 6^{ème}
Métro Saint-Germain-des-Près

AVEC :

Camille Grange
(L'HUMANITE-ROUGE)
Olivier Germain-Thomas
(L'APPEL)
Jean-Michel Roulet
(UNION DES JEUNES POUR LE PROGRES)
Bertrand Bonouvin
(NOUVELLE ACTION FRANCAISE)
Débat présenté par Patrice Gélinet

ment, quelle peut être l'issue du conflit. La position traditionnelle de la France a été d'affirmer à la fois le droit des Palestiniens à avoir une patrie et le droit d'Israël d'exister. C'est le second as-

Régie Renault :

le bilan d'une nationalisation

Une nationalisation peut parfois s'avérer nécessaire comme dans la sidérurgie (1). Mais beaucoup d'entre elles, sans être forcément catastrophiques peuvent se révéler parfaitement inutiles. C'est ce que démontre -bien malgré lui- Pierre Dreyfus dans son ouvrage «Une nationalisation réussie : Renault» paru en 1977 et réédité récemment.

L'auteur, actuel ministre de l'Industrie et qui fut P.D.G. de Renault entre 1955 et 1976, démontre d'abord que son entreprise ne reçut guère d'aides financières de l'Etat et encore moins d'ordres. Bref, seul maître à bord, ce féodal d'un nouveau type insuffla son dynamisme à la Régie, fit passer en vingt ans sa production de 220.000 véhicules destinés presque exclusivement au marché intérieur à 1.600.000 dont 52% exportés. Entre autres les petites cylindrées telle la Dauphine «furent un malheur» aux Etats-Unis. Le groupe privé, Peugeot-Citroën a connu -et connaît actuellement encore- une situation beaucoup moins brillante. Supériorité de l'entreprise d'Etat sur l'entreprise privée ? Non. Présence d'un manager plus brillant à la tête de la première.

Mais pour le reste, même volonté de puissance, même désir d'extension du champ d'action et, même mondialisme.

Même volonté de puissance : pendant que Peugeot absorbait - dans de mauvaises conditions - Citroën et Berliet, Renault en faisait autant avec la Saviem (camionnage) et «la Régie» se mettait à toucher à tout en créant une entreprise de roulement à billes, un département tracteurs, voire même une chaîne d'hôtels.

Même mondialisme : Dreyfus, de conviction socialiste, fait pourtant l'éloge du libre-échange en des termes à faire pâlir d'envie un économiste du club de l'Horloge. De plus, il s'est conduit comme un P.D.G. de multinationale en installant des chaînes de montage dans les pays du Tiers Monde pour profiter des faibles coûts de la main d'œuvre.

A terme, il n'est pas garanti que cette stratégie -la crise des sociétés industrielles aidant- soit efficace. Dreyfus le reconnaît au détour d'une phrase lorsqu'il avoue que le gigantisme de la Régie risque de l'empêcher de s'adapter à temps aux variations du marché extérieur. Et l'on se trouve là au cœur du problème : les grands groupes, quels qu'en soient les propriétaires, par leur démesure, conduisent à ce qu'Ingmar Gransedt, appelle dans un livre remarquable (2), «L'impasse industrielle».

Par ailleurs, Dreyfus affirme que Renault est une entreprise pilote en matière de progrès social. Il est exact que Renault a été la première entreprise française à instaurer la quatrième semaine de congés payés, devançant et même forçant la main au législateur. Mais cela ne saurait faire oublier que les conditions de travail sur les chaînes y sont tout aussi éprouvantes que dans le secteur privé. Dreyfus passe sous silence la grève des O.S. du Mans qui pourtant attira l'attention de l'opinion sur ce problème en 1971. Et il reconnaît sa bonne entente avec la C.G.T., mais en oubliant de dire que toute revendication qui ne passe pas par le syndicat officiel est impitoyablement réprimée. Le gauchiste Pierre Overney, abattu en 1972 par un vigile de la Régie, avec la bénédiction du syndicat communiste, en fit l'expérience à ses dépens. Comme quoi la nationalisation ne suffit pas à étendre les droits et les responsabilités des travailleurs dans l'entreprise.

Arnaud FABRE

Pierre Dreyfus - «Renault, une nationalisation réussie» - Fayard, prix franco : 57 F.

(1) Royaliste numéro 351.

(2) Ingmar Gransedt - «L'Impasse Industrielle» - Le Seuil, prix franco : 74 F.



sayat nova

Treize ans après sa réalisation, le second long métrage du cinéaste Sergueï Paradjanov, l'auteur des «Chevaux de feu», est enfin projeté sur les écrans : «Sayat Nova, couleur de grenade».

La création de ce dernier film, qui a été permise grâce au succès international du premier, lui a coûté cher : quatre ans de camp à régime sévère; puis un exil intérieur en résidence surveillée avec l'impossibilité d'exercer son art, malgré une demande de visa pour la France déposée depuis deux ans. Les raisons de la rigueur des autorités soviétiques tiennent non seulement à la teneur de «Sayat Nova» mais aussi à l'homosexualité de son auteur, à sa défense des nationalités ukrainiennes et arméniennes.

Ce film raconte la vie d'un poète arménien du dix-huitième siècle, s'appelant précisément Sayat Nova, dont les chants sont empreints d'un lyrisme contenu; l'âme dialogue avec elle-même sur la destinée de l'homme. A travers lui c'est la société de son pays et son époque qui sont dépeintes de façon fort inhabituelle et, je tiens à le préciser, qui risque de rebuter le spectateur non averti; cependant il s'agit du plus beau film de la saison, même si la version présentée est amputée de vingt minutes sur les quatre vingt treize initiales.

Paradjanov évoque donc la vie du poète-troubadour en huit chapitres chronologiques, chacun d'une longueur inégale, qui sont tous composés d'une suite de tableaux où les personnages bougent peu ou alors à la façon d'un automate, d'un balancier de pendule, font face à la caméra même en parlant à un partenaire. De plus, le son est volontairement désynchronisé par rapport à «l'action». Ces divers procédés techniques font que ce film requiert du spectateur une attention soutenue. L'impression que certains effets produisent est que Paradjanov est autant peintre que

cinéaste : la fixité du regard des acteurs, les couleurs employées, où prédomine l'usage du rouge symbolisant la grenade, le noir pour le feu et le blanc pour l'eau ...

Rien n'est laissé au hasard dans l'ordonnement des plans; les diverses composantes y participent pleinement quelle que soit leur importance. A titre d'exemple, il est question à trois reprises de grenades : d'abord pour la couleur, puis pour leur nombre qui symbolise la division de l'Arménie en trois pays (URSS, Turquie, Iran) puis la réunification lorsque dans une scène, le jus des trois grenades ne forme qu'une seule tâche. Il faut aussi noter l'importance de la religion : le catholicos arménien et la quête mystique du poète puisqu'un chapitre, et non des moindres, est consacré à son entrée en religion.

De plus ce film montre la richesse artistique du passé de ce pays, de sa littérature, de son architecture et des objets de la vie quotidienne : les tapis, les vases et les instruments de musique anciens sont sortis des musées grâce aux habitants d'Erevan, par ailleurs acteurs du film de Paradjanov.

L'esthétique de «Sayat Nova, couleur de grenade», est bien à mille lieux du réalisme socialiste.

Ph. L.

**nos
journées
royalistes**

VOIR PAGE 11

Le dernier livre de Claudie et Jacques Broyelle n'a pas été écrit à la gloire de la présente expérience «socialiste». C'est le moins qu'on puisse dire. Leur projet (de beaucoup antérieur au 10 mai) de rappeler le procès fait à Camus il y a trente ans, a tourné au réquisitoire contre les intentions du régime nouveau. Catherine Clément, dans sa chronique du «Martin», n'a pas du tout apprécié. Voilà nos deux ex-maoïstes rejetés dans l'enfer de la droite la plus bête du monde. Mille pardons, chère consœur, mais je n'ai pas trouvé ce livre idiot, malgré quelques passages critiquables et des raccourcis polémiques. Pareille et vive contestation devrait produire du côté des intellectuels qui n'ont pas honte de leur socialisme maintenu en dépit du bilan que l'on connaît globalement, autre chose que des insultes. Insultes qui au demeurant dispensent d'analyser et de répondre sérieusement aux Broyelle.

Il faut dire qu'il est dur pour ce qu'il est convenu d'appeler un intellectuel de gauche, de refaire pas à pas l'itinéraire de l'après-guerre, lorsque le régime soviétique suscite chez eux d'inépuisables réserves d'indulgence. Relus aujourd'hui bon nombre de textes de Sartre, de Merleau-Ponty, de Simone de Beauvoir, sont littéralement insoutenables. A chaque moment, voilà nos grands bonshommes pris la main dans le sac, en plein délit de mauvaise foi, ou se livrant à d'in vraisemblables contorsions pour justifier l'injustifiable. C'est bien Simone de Beauvoir qui écrivait par exemple ces lignes que l'on peut retrouver dans un ouvrage toujours disponible («Pour une morale de l'ambiguïté») : *«l'adversaire de l'URSS use d'un sophisme quand, soulignant la part de la violence criminelle assumée par la politique stalinienne, il néglige de la confronter avec les fins poursuivies.»* Pas mal, non ? Mais il faut lire la suite : *«Lynchier un nègre ou supprimer cent oppositionnels, ce ne sont pas deux actes analogues. Le lynchage est un mal absolu, il représente la survivance d'une civilisation périmée, la perpétuation d'une lutte de races qui doit disparaître; c'est une faute sans justification, sans excuse. Supprimer cent oppositionnels, c'est sûrement un scandale, mais il se peut qu'il ait une raison... Peut être cette mesure eût-elle été évitée, peut-être représente-t-elle seulement cette part nécessaire d'échec que comporte toute construction positive.»* Bilan globalement positif du stalinisme ! Marchais n'oserait tout de même pas dire cela aujourd'hui. Beauvoir osait et les «Temps modernes» poursuivaient de leur hargne vigilante ce pauvre Camus dont la faiblesse intellectuelle bien connue ne pouvait se satisfaire de pareille dialectique.

Car ils savaient tous ce qui s'était passé, et ce qui se passait, les massacres, les camps. Des témoignages irrécusables avaient paru. Leurs conversations en étaient pleines comme l'attestent maints passages de Beauvoir. On ne savait pas dans l'à-peu-près. On savait avec précision; tout; absolument tout. Mais, n'avait pas peur d'écrire Merleau-Ponty : *«La ruse, le mensonge, le sang versé, la dictature sont justifiés s'ils rendent possible le pouvoir du prolétariat, et dans cette mesure seulement.»* L'honneur de Camus fut de ne jamais accepter cette logique abjecte. Lui, au milieu de tous ces gens qui avaient la prétention de défendre l'espoir des prolétaires,

illusions retrouvées

était le seul qui sût réellement de quoi il s'agissait; il resta à l'écart de toutes les folies par un sens inné de la justice et son goût pour la vérité et la liberté. Comment un honnête homme eut-il acquiescé à cette proposition du même Merleau-Ponty et de Sartre : *«Quelle que soit la nature... de la présente société soviétique, l'URSS se trouve grosso modo située dans l'équilibre des forces, du côté de celles qui luttent contre les formes d'exploitation de nous connues.»* Ce *grosso modo* vous a une saveur vraiment exceptionnelle ! Il en dit long sur une certaine aberration, et l'aveuglement forcé d'un intellectuel prisonnier de son opium du moment.

Idealisme généreux malgré tout, puisqu'il veut la libération des opprimés ? Drôle d'idéalisme, piégé dans son mensonge, puisque le système auquel on prête toutes les circonstances atténuantes, aggrave l'oppression et fait plus de malheureux, de torturés, et même d'affamés que n'en a jamais fait le système d'aliénation qu'il veut détruire. Mais il y a plus grave encore. L'aveuglement ne peut se séparer d'un véritable culte pour la violence auquel on est bien obligé de reconnaître une authentique résonance fasciste. Que diront les jeunes gens des années quatre-vingts lorsqu'ils auront la curiosité d'ouvrir un ouvrage comme «Critique de la Raison dialectique» ? Il me semble qu'ils s'étonneront qu'un philosophe de la liberté ait pu imaginer ou justifier un système d'oppression et une sorte de culte pour la terreur qui n'osent pas dire leur nom, derrière le mythe du groupe en fusion et de la fausse fraternité révolutionnaire.

Mais les Broyelle vont au bout du chemin de la perversion ainsi emprunté lorsqu'ils mettent en cause le rapport de Sartre à la vérité : *«Tout se passe... comme si plus l'intellectuel se trompe, moins il se sent tenu de revenir sur ses divagations. Sartre hélas, restera sans doute le plus illustre exemple de cette constante et pitoyable esquive.»*

Dans les années soixante-dix, lorsqu'il admet enfin que l'Union soviétique est injustifiable, Sartre refuse de reconnaître qu'il s'est trompé. Quand l'intellectuel ne tient plus à l'élémentaire éthique de vérité, tout devient possible. Histoire d'un petit garçon triste qui jouait avec les mots ?

Analyse impitoyable mais pertinente. Certes Merleau-Ponty est revenu de ses terribles sophismes. Sartre ? J'ai la faiblesse de penser que si la tribu en veut à mort à son dernier secrétaire, c'est qu'il s'était engagé avec lui sur une voie qui impliquait le désaveu de la comédie d'une vie. Mais c'est une autre histoire.

Quel rapport, dira-t-on, avec le gouvernement socialiste d'aujourd'hui ? Pour Claudie et Jacques Broyelle, il est évident, monstrueusement évident. Il y a évidemment l'alliance avec les communistes, malgré tout ce qu'on sait.

Mais plus fondamentalement, il y aurait les illusions du socialisme. De ce socialisme, les Broyelle sont complètement revenus et ils ne comprennent pas qu'après une expérience globalement totalitaire et sanglante, on puisse tenir encore à cette chimère de mort.

«Mais il ne s'agit pas du même socialisme ! Mais les gens du P.S. ont une profonde répulsion pour les régimes de l'Est !» Ces objections ne valent rien à leurs yeux. Toute expérience historique qui a voulu opérer «la rupture avec le capitalisme», s'est infailliblement transformée en système totalitaire. Il n'existe qu'un socialisme réel et il n'en existera jamais d'autre. Les Broyelle sont vaccinés. Toute leur expérience militante s'est soldée par une déconvenue cinglante. Ils en ont tiré les conclusions au point d'abandonner les «complexes» qui demeurent ceux des intellectuels... même leur cher Camus ! Le capitalisme, les Etats-Unis, le libéralisme, la petite démocratie médiocre, ils sont pour, à cent pour cent pour ! Qu'importe qu'ils ne constituent pas l'Idéal. L'Idéal conduit à Hitler, Pol Pot, l'apocalypse mao, ou l'Iran des ayatollahs.

L'auteur de «L'Homme révolté» leur a indiqué un chemin, celui de la morale, mais d'une morale qui sait opérer des choix pratiques et ne pas se réfugier dans l'empyrée confortable qui permet de ne pas s'engager. Le moraliste a des mains et sa moralité l'oblige à les salir en sachant que la cité est par nature imparfaite. Faire ce choix n'est pas prendre option sur la médiocrité. La liberté exige le courage. Le héros camusien sait que les cités heureuses ne cessent de surplomber le tragique. Non décidément les Broyelle ne se laissent pas si facilement enfermer dans une attitude bornée. Leur antisocialisme est bardé d'arguments et ils ont pour eux la connaissance sans failles des totalitarismes au XXème siècle. Ils peuvent se prévaloir de l'honneur d'avoir été conséquents avec la leçon du malheur.

Sont-ils irréfutables ? Je ne le crois pas tout à fait. L'énormité des malheurs produits par le socialisme réel leur fait juger, à mon sens, avec trop d'indulgence, la trop réelle exploitation capitaliste du Tiers Monde. Il me semble aussi que leurs définitions de notre système économique sont trop rapides. Il est un peu abusif de le caractériser par la persistance de la seule propriété privée. Reste que les Broyelle ont raison sur un point capital. Les sociétés occidentales laissent subsister une part de société civile qui est anéantie à l'Est. S'il existe un péché de nos sociétés, il n'est pas du tout contenu dans la notion du profit qui est tout à fait acceptable dans un certain univers social et moral. Il est dans un type de développement ordonné à la seule volonté de puissance et qui correspond dans l'ordre éthique à un nihilisme absolu.

Que le gouvernement socialiste veuille un autre type de développement. Je ne m'en inquiète pas, comme Jacques et Claudie Broyelle. Mais à la condition qu'ils sachent tirer la leçon du «socialisme réel». Est-ce si chimérique ? S'il y a un débat, il est bien là.

Gérard LECLERC

Claudie et Jacques Broyelle - «Les illusions retrouvées, Sartre a toujours raison contre Camus» - Grasset. Prix franco : 77 F.

M. de BOURBON-BUSSET s'est fait recevoir à l'Académie Française, pour y entendre parler de sa femme.

Jacques de Bourbon-Busset
Discours de Réception
à l'Académie française,
et réponse de Michel Déon

M. PAUWELS éprouve le déchirement de l'exil. «Avoir tant aimé l'Europe ! Mais elle cessait de me ressembler. Ou bien j'avais cessé, sans le savoir, de lui ressembler. Adieu donc, la vieille Europe du vaincre ou mourir». Voici l'Europe du «plutôt couchés que morts». Faudra-t-il traverser l'Atlantique ? (Figaro-magazine, 5 décembre 1981). En attendant, il paraît que M. Pauwels s'est installé au dernier étage de l'immeuble du «Figaro», avec son aigle et son serpent. Il s'y délecte déjà, comme on peut lire, de son esprit et de sa solitude. Redescendra-t-il avant dix ans ?

SARTRE

Pour le dialogue original, on se reportera aux «Femmes Savantes», acte III, scène 2.

«Sartre : — Puis les œuvres philosophiques...

Mme de Beauvoir : — Ça c'est drôlement bien !

Sartre : — Oui, mais ça aboutit à quoi ?

Mme de Beauvoir : — Je trouve que la «Critique de la Raison dialectique» fait drôlement avancer la pensée.

Sartre : — Est-ce que ça n'est pas un peu idéaliste ?

Simone de Beauvoir
La Cérémonie des Adieux
suivi de
Entretiens avec J-P Sartre
(Gallimard)

SARTRE enpleiadé, par les soins de MM. Contat et Rybalka, qui n'ont compté ni l'encens ni les aromates. On prévoit déjà deux autres reliquaires, pour le théâtre et les articles de «Situations». A quoi auront servi tant de mines, de palabres et de gesticulations, pour finir cendres si rangées ? Mais il ne fallait pas désespérer Gallimard.

Jean-Paul Sartre
Œuvres romanesques
(Gallimard, Pleiade)

choses lues par philippe barthelet

Dans la république des lettres, M. ESTEVE est le consciencieux sous-préfet de l'arrondissement bernanosien. Son admiration fait oublier sans mal les récentes hystéries de ce vieux stercoraire, insulteur de Péguy et de quelques autres, que Dieu tarde tant à rappeler à Lui.

Michel Estève
Bernanos
(Hachette)

Le marquis de VAUVENARGUES n'est pas ce La Rochefoucauld affadi de Jean-Jacques, que d'aucuns hâtifs ont prétendu faire de lui. Ses multiples ratages conspirèrent incessamment à l'élever. Officier, huit ans de service inutile lui font rendre son épée, la reprendre le temps d'une guerre de succession, la rendre enfin, pour un espoir déçu d'ambassade. Pressé de maux divers, dans un château très inhospitalier, il meuble son désœuvrement par des lettres doucement véhémentes, et des sentences trop discrètes pour être sévères. (Il écrivit tout cela en mémoire d'un cadet de quinze ans, mort au siège de Prague, mais l'éditeur est trop pudique pour s'en souvenir). Il se fit un ami et un critique de Voltaire, et mourut à trente-deux ans avec beaucoup de retenue.

Rien de moins inactuel que ces maximes à mi-voix. On les voudrait citer à M. Mitterrand : «les grands hommes, en apprenant aux faibles à réfléchir, les ont mis sur la route de l'erreur»; et à M. Giscard d'Estaing : «Nous nous consolons rarement des grandes humiliations. Nous les oublions».

Vauvenargues
Introduction à la Connaissance
de l'Esprit humain
(Garnier-Flammarion)

M. NAVARRE à l'âme à fleur de nerfs. Tout ce qui ne l'applaudit pas le persécute. Il règle ses comptes, prix Goncourt aidant, à l'aide de centaines de pages.

Gide avait l'immorale plus succincte. Chantez la messe à votre guise, mes frères, mais de grâce, épargnez-nous vos sermons !

Yves Navarre
Biographie
(Flammarion)

On a bien voulu me dire que mon attention était par trop «latéralisée», que j'accordais trop d'importance au «Figaro», et trop peu à ses confrères des autres rives. Nulle hiérarchie, ni exclusive : j'ai mes imbéciles, voilà tout, comme les dames d'œuvres avaient leurs pauvres. (Et puis, que dire de M. Jean DANIEL, sinon qu'il donne à l'imperméable de Camus une postérité gazetière ?)

Philippe BARTHELET

FEUILLETS D'EN MARGE

Ce sont les actes les plus simples qui sauvent du désespoir. Le désespéré est coupé de la simplicité du monde : les philosophes diraient, je crois, de la plénitude de son être-là. Ce qui me rattache le plus sûrement au christianisme, c'est tout l'accent qu'il porte sur l'incarnation. Péguy et Claudel contre les nuées de l'orient. L'Absolu n'est pas une fumée, c'est le tremblement du sens qui traverse l'épaisseur du monde. Ce monde que j'éprouve dans sa résistance c'est le monde réel. Les apparences ne sont pas vaines; ni totalement fermées, ni totalement ouvertes, elles nous sollicitent. Si on les aime, l'âme des choses affleure comme un visage. Inès de Castro, Montherlant lui fait dire : «moi, je rêve de ce que j'ai». L'une des plus belles paroles que je connaisse. Ce n'est pas la pauvreté du monde qui m'asphyxie, c'est son excès. Parfois l'air est trop pur, nous montons trop haut, - jusqu'aux promesses de ce monde-ci. Si le désespoir frappe l'intellectuel de plein front, c'est que le cœur ne sait plus voir la danse des actes simples : le livre qu'on ouvre, la femme qui se pare, l'enfant qui joue. Contrairement à la légende bêtement romantique (je veux dire d'un romantisme bête), les peintres vivent vieux, avec une étonnante fraîcheur de création : Renoir, Rouault, Matisse, Picasso, Masson, Chagall, Miro atteignent et dépassent 80 ans. J'attribue cette étonnante longévité à leur activité : un peintre, le sait-on assez ? est d'abord un artisan en contact avec des objets qu'il prépare, qu'il dispose et sa part de création qui s'ajoute à sa part d'artisan suppose un regard constant sur le monde : voir, voir, ne jamais cesser de voir le monde; l'art du peintre est immédiat : cette touche est la lumière, non son signe. Cette présence au monde est le premier acte de santé spirituelle. Cela est donné à qui se lève avec la lumière.

Gilles HAUBERVILLE

**n'oubliez pas
24 et 25 avril
journées
royalistes**

il est paru

royaliste
université



éditorial:

Le 10 janvier 1982, 15 pages, 220 francs, 1000 exemplaires. Ce numéro de la revue «royaliste université» est consacré à la publication de l'ouvrage de M. Jean-Paul Sartre, «Œuvres romanesques», paru chez Gallimard. L'ouvrage est composé de trois volumes : «Le mur», «Le jeu des amants», et «Le jeu des amants». L'ouvrage est une collection de nouvelles et de romans. L'ouvrage est une collection de nouvelles et de romans. L'ouvrage est une collection de nouvelles et de romans.

Non SAN-ANTONIO n'est pas l'arrière-neveu de Rabelais, ni le fils de Louis-Ferdinand. Ce Joseph Prudhomme du nihilisme cache un garçon timide et consciencieux, qui a réussi dans le commerce de gros. Mais on lui rebat tant les oreilles de son génie, qu'il finira la dupe de ses dupes. Hélas, comme le disait le Docteur Destouches : «il n'est pas donné à tout le monde de chier juste.»

San-Antonio
Les clefs du Pouvoir sont
dans la boîte à gants
(Fleuve-Noir)

ACTION ROYALISTE

24 et 25 avril : journées royalistes

C'est parti ! Déjà, il y a quelques mois, nous avons annoncé notre intention d'organiser, ce printemps, à nouveau, des Journées Royalistes. Puis des difficultés pratiques d'organisation nous avaient fait mettre notre projet en sourdine, faute de pouvoir annoncer avec précision les dates retenues. Ces difficultés sont maintenant surmontées et notre grand rassemblement aura lieu à Paris les 24 et 25 avril prochain.

En janvier 1975, soucieux de sortir de la routine des traditionnelles réunions politiques, nous avons imaginé cette formule nouvelle de rencontre. Depuis, tous les ans (à l'exception de 1981 occupé par les élections présidentielles), les Journées Royalistes ont eu lieu et sont devenues un « temps fort » de notre vie militante.

Il ne s'agit pas, bien sûr, pour nous d'être sortis d'une routine pour retomber dans une autre, et, chaque année, nous nous sommes efforcés de transformer et d'améliorer la formule des « Journées Royalistes ». Une chose cependant demeure constante : c'est l'esprit des Journées.

Les habituels rassemblements politiques consistent toujours à réunir un public pour lui exposer, avec plus ou moins de talent, le programme et les idées des organisateurs. C'est une démarche strictement inverse qui est la nôtre. Au cours de ces deux jours, la N.A.R. s'efface et donne la parole aux autres. Que ce soit au cours des « forums » où le public est invité à discuter et à réfléchir autour de quelques thèmes importants, ou bien dans les débats en-

tre des personnalités n'appartenant pas à notre mouvement, notre rôle unique est de mettre en valeur et de souligner toutes les idées qui nous semblent intéressantes d'où qu'elles viennent. C'est cela qui fait l'intérêt et l'originalité de ces Journées. Mais ce qui en assure le succès c'est aussi et surtout la participation active de tous les militants et sympathisants de la N.A.R. Car, pour nous, les « Journées » ne doivent pas être un spectacle où l'on vient passivement écouter et applaudir quelques « grosses têtes », mais le résultat d'une préparation commune et concertée, préparation à laquelle le plus grand nombre de nos amis doit concourir.

Cette participation peut prendre des formes très diverses : pendant les journées elles-mêmes, bien sûr, en intervenant dans les forums ou en aidant à l'organisation des stands, mais surtout, dès aujourd'hui, en contribuant à assurer la publicité nécessaire afin que l'on « fasse un malheur » quant au nombre de participants. Pour les provinciaux, il s'agit de prévenir leurs amis, de les convaincre de venir, et de s'organiser pour le voyage (des billets de chemin de fer à réduction seront disponibles). Pour les parisiens, nous les mettons dès maintenant à contribution pour les travaux de secrétariat (il y a six mille adresses à écrire !) avant de leur demander bien d'autres efforts dans les semaines à venir...

Enfin, pour tous, il s'agit de diffuser les vignettes d'entrée qui seront disponibles dans les tous premiers jours de mars. Ces vignet-

tes sont à la fois des billets d'entrée à prix réduit (20 F au lieu de 30 F) et un soutien financier pour nous qui avons dès aujourd'hui à assumer les frais d'organisation. Petite innovation aussi quant à ces vignettes : la possibilité de les acheter par carnet de 5 à un prix encore plus réduit (15 F la vignette, ce qui représente 50% de réduction sur le prix de l'entrée).

Dans les prochains numéros du journal, nous vous donnerons le programme détaillé et l'horaire des journées ainsi que les noms des personnalités participantes au fur et à mesure de leur acceptation.

Mais c'est, sans attendre plus qu'il faut commencer à préparer ces Journées 1982 et pour cela nous comptons sur vous.

Yvan AUMONT

PARIS

MERCREDIS DE LA NAR

Réunions tous les mercredis à 20 heures dans les locaux du journal. Les conférences sont suivies, pour ceux qui désirent continuer les discussions, d'un buffet froid (participation aux frais du buffet : 12 F).

Mercredi 24 février

PHILIPPE ROBRIEUX :

« Le parti communiste français après le 24ème congrès ».

Mercredi 3 mars :

MARCEL JULLIAN :

« Pour une télévision libre ».

Mercredi 10 mars

Olivier Germain-Thomas :

« Une politique culturelle pour la France ».

Mercredi 17 mars

Olivier Clément : « L'écologie »

ROYALISTES PARISIENS

Pour les Journées :

— secrétariat bénévole,

— propagande,

— organisation et logement des provinciaux,

Si vous pouvez nous aider, téléphonez-nous : 297-42-57.

BON DE COMMANDE DES VIGNETTES

NOM : Prénom :

Adresse :
.....

Commande des vignettes d'entrée pour les Journées Royalistes.

..... Vignettes de soutien à 100 F, soit : F

..... Vignettes normales à 20 F, soit : F

..... Carnets de 5 vignettes à 75 F, soit : F

soit un total de : F

Règlement à l'ordre de « Royaliste » CCP 18 104 06 N Paris

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
Imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (35 F), 6 mois (65 F), un an (110 F), de soutien (250 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :
.....

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

de la revendication



par
**bertrand
renouvin**

Quand Mme Edith Cresson est violemment prise à partie par des agriculteurs, quand le S.N.I. défend, non sans vivacité, «ses» instituteurs quelque peu étrillés dans un rapport officiel, quand les douaniers font la grève du zèle, quand H. Krasucki n'est pas content de l'ordonnance sur les 39 heures, quand les fonctionnaires demandent des augmentations plus fortes que celles proposées par leur ministre, est-ce la justice sociale qui est en cause, est-ce la «montée du mécontentement» qui s'annonce, est-ce le gouvernement qui chancelle ?

Question de point de vue. Selon son engagement et selon son appartenance sociale, tel peut trouver légitime la grande plainte du patronat, les revendications de la F.N.S.E.A., ou celles des pilotes de ligne. Les arguments ne manqueront jamais et, en un sens, chacune des revendications de chacune des catégories socio-professionnelles est toujours fondée : qui a reçu mission de revendiquer, revendiquera toujours plus. C'est logique. Mais ce n'est pas possible éternellement, ce n'est peut-être pas la justice -et certainement pas la «solidarité» dont on fait grand cas puisqu'un ministère porte ce nom.

Cette attribution de la solidarité à une administration particulière, à une fraction de l'Etat, est d'ailleurs significative : ce n'est plus l'Etat qui pose les conditions générales de la solidarité dans la communauté nationale, mais un ministère à part qui s'occupe de sa gestion. Par là, le Pouvoir socialiste ne fait que prendre en compte la fragmentation sociale dont il n'est pas responsable. La question est de savoir s'il parviendra à la dominer, c'est-à-dire à maintenir la cohésion de notre société, selon les exigen-

ces communes de justice et de liberté - donc en respectant les droits, mais en sachant détruire certains privilèges.

Or il faut bien dire que c'est mal parti. Non par la faute du Premier Ministre, qui agit avec intelligence et courage. Non parce que le projet socialiste serait inapplicable, mais parce qu'il suppose des conditions qui ne sont pas toujours réunies. D'abord, pour remporter la victoire, le Parti socialiste a promis beaucoup de douceurs à un très grand nombre de catégories : travailleurs, jeunes chômeurs, conscrits... Ne pouvant tout tenir, il déçoit forcément et la revendication croît en proportion. D'autre part, et c'est infiniment plus grave, il se heurte à l'absence de consensus, à la fois dans la société française et dans son propre camp. Il lui faut donc courir de négociation en négociation, parer au plus pressé, donner des gages au risque de compromettre l'ensemble du projet. Encore une fois, ce n'est pas une question de pouvoir politique : depuis longtemps, les représentants des catégories socio-professionnelles ont pris l'habitude de tout attendre d'un Etat qui, de son côté, s'est fort bien accommodé de son rôle d'assistant social et de pourvoyeur de fonds.

Mais, dira-t-on, ces négociations et ces compromis sont la loi même de la démocratie, qui est vraiment sociale lorsque l'Etat assure une juste répartition du revenu national. Il me semble au contraire que nous subissons la loi du plus fort. Après tout, les syndicats ne sont pas des institutions sacrées et, sans nier le moins du monde leur nécessité, il n'est pas mauvais de rappeler qu'ils se soucient fort peu des immigrés, des chômeurs et des pauvres absolus qui constituent le «quart monde». Précisons cependant : les centrales ouvrières sont certainement les moins contestables car, face à un patronat qui a eu pendant longtemps la partie belle, elles représentent les intérêts d'hommes et de femmes qui ont permis la croissance économique sans bénéficier des avantages matériels, financiers et culturels qu'ils étaient en droit d'espérer.

Mais que penser des syndicats de fonctionnaires - qui refusent l'impôt de solidarité-, d'enseignants, de médecins, de transporteurs-routiers ... ? Nul ne songe à leur contester le droit de défendre les intérêts professionnels. Mais il faut tout de même dire que certains d'entre eux - les plus riches, les plus puissants - ont dépassé les bornes, qu'ils sont en partie res-

ponsables de l'intervention croissante de l'Etat, qu'ils pèsent sur ses décisions, qu'ils interdisent certaines réformes, qu'ils sont enfin devenu des corporations étrangères au bien commun. Ainsi, certaine organisation d'enseignants qui impose sa loi au Ministère de l'Education, dans le parfait mépris de certaines catégories -les maîtres-auxiliaires notamment- et qui tente en ce moment de faire triompher son sectarisme idéologique. Ainsi, les syndicats de transporteurs-routiers qui ont imposé une absurde politique des transports. Ainsi les syndicats viticoles qui, pour sauver des productions condamnées, ont réussi à imposer un protectionnisme néfaste...

Je pourrais multiplier les exemples, qui montrent que la France est devenue une société corporatiste, fragmentée en privilèges innombrables, en égoïsmes farouches. Il y a là quelque chose de beaucoup plus grave que la lutte des partis : le signe que la société se défait, que le peuple dont la droite et la gauche se disputent les faveurs est en passe de ne plus exister. Par-delà les erreurs et les contradictions de la politique gouvernementale, c'est peut-être ce phénomène angoissant qui explique l'absence d'adhésion au projet du gouvernement. Les Français n'espèrent plus, ils attendent de l'argent.

C'est peut-être trop dur, trop injuste d'écrire cela. Il le faut pourtant, non pour cultiver le désespoir, mais pour que les Français fassent eux-mêmes la preuve du contraire. Non parce qu'ils auront subi la «bonne guerre» que certains souhaitent : toute guerre est un désastre, soit qu'elle épuise la nation comme en 1914, soit qu'elle révèle sa décomposition comme en 1940. Non parce qu'ils auront entendu des discours moraux, même s'ils tombent de la bouche d'un «sauveur» d'occasion. Ni même par la grâce d'un Etat-Providence, puisque celui-ci est en train d'atteindre ses limites. (1)

Les socialistes sont à la croisée des chemins : ou ils demeurent dans la logique de l'étatisme et des transactions boiteuses entre les égoïsmes corporatifs, ou bien ils inventent un Etat minimum, recherchent l'arbitrage vrai, et posent les conditions de l'autonomie sociale, par laquelle le sens de la responsabilité et l'esprit communautaire pourront peut-être renaître.

Bertrand RENOUVIN

(1) Voir le livre de Pierre Rosanvallon : «La Crise de l'Etat-Providence», (Le Seuil).